



Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND

Culture - Maison Louis Juvet et Théâtre du Hangar - Conventions d'occupation du domaine public avec l'association École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Subventions - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de la convention de création du département d'art dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional entre l'Etat - Ministère de la culture et de la communication et Montpellier Méditerranée Métropole, et en vue de l'habilitation à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien, a été constituée une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dénommée : « *Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon* » (ENSAD).

L'ENSAD a pour objet de mettre en œuvre le cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plate-forme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et de modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007.

Les espaces occupés par l'association dans le cadre de ses activités ne lui appartenant, il y a lieu de conclure des conventions d'occupation avec Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de propriétaire des bâtiments.

Ces conventions concernent la Maison Louis Juvet, siège historique de l'association, située rue Lallemand, à Montpellier, ainsi que le Théâtre du Hangar, situé au cœur du quartier Boutonnet, à Montpellier également, qui rouvrira ses portes le 12 octobre prochain, au terme d'un vaste programme de réhabilitation, et sera donc mis à disposition de l'ENSAD en vue de la création d'un pôle d'enseignement de l'art dramatique d'envergure nationale, au sein d'un véritable théâtre en activité.

Ces conventions définissent les modalités techniques et financières de l'occupation des lieux, en précisant notamment les conditions d'utilisation des espaces, la répartition des responsabilités entre les parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

L'occupation est consentie à titre gracieux et valorisée au titre de subvention en nature pour des montants respectifs de 146 500 € et 220 000 € pour la Maison Louis Juvet et le Théâtre du Hangar.

Ces conventions prendront effet à compter de leur signature et jusqu'au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions d'occupation du domaine public avec l'association Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101361-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT ENSAD Maison Louis Juvet 2019-2021.docx
- AOT ENSAD Theatre du Hangar 2019-2021.docx
- M2019-524_1.pdf
- M2019-524_2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.